



CDEN 02 septembre 2020

Une rentrée sous « tension épidémique »

M. Le Préfet,
M. Le Président du Conseil Départemental
M. Le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

L'UNSA Éducation et l'ensemble de ses syndicats souhaitent une rentrée et une année scolaire aussi réussie que possible, même si elle se fait dans un contexte dégradé. Notre fédération, depuis le mois de juin et à nouveau en cette rentrée, a fait part de ses demandes et propositions au ministre. Cette rentrée scolaire est difficile mais elle sera réussie à la condition que le gouvernement ne mette pas de bâtons dans les roues.

La rentrée sera sûrement techniquement réussie surtout grâce à l'engagement des personnels. Les conditions d'une rentrée positive à défaut de pouvoir être sereine sont réunies mais restent fragiles. Les personnels ont préparé cette rentrée en s'adaptant à la situation inédite d'une rentrée qui fait suite à une rupture partielle ou totale d'école depuis le 15 mars.

Nous avons demandé au ministre de tout faire pour que ce soit une année apaisée, à défaut d'être paisible. Nous souhaitons par exemple des protocoles différents en fonction :

- des territoires ;
- de l'âge des enfants et des jeunes ;
- du niveau de circulation du virus.

Concernant le port du masque, nous ne répondrons pas à la question de savoir si les enseignants doivent le porter ou non car nous ne sommes pas des experts scientifiques. En revanche, à L'UNSA Éducation, nous demandons une règle claire et définitive pour que chacun accueille ses élèves de la façon la plus sereine et la plus apaisée.

Concernant la conduite à tenir en cas de suspicion de cas avérés, la procédure doit être claire et connue des familles. A L'UNSA Éducation, nous souhaitons que le protocole protège les équipes de conflits potentiels. La question de la capacité de l'institution à tester les élèves et les personnels va être capitale. La gestion de la crise sanitaire a laissé de la rancœur voire des traumatismes chez les personnels. Ceux-ci n'ont pas supporté de devoir faire le tri entre instructions officielles et communication politique et de devoir résoudre eux-mêmes et sous pression la quadrature de ce cercle. Malgré les vacances les personnels restent marqués voire fragilisés par la fin d'année scolaire dernière et ne veulent absolument pas revivre ça.

Il faut laisser le soin aux équipes enseignantes, d'encadrements, administratives et leur donner le temps et les moyens de se retrouver dans leur métier et de se préparer à faire face à des situations où nous aurions davantage d'absences de personnels car certains seraient en quatorzaine ou malades.

Sur la question de la **direction d'école**, les réponses ne sont pas à la hauteur des besoins car elles ont un coût très important que le gouvernement ne semble pas prêt à assumer. L'UNSA Éducation au travers du SE-Unsa a lancé une alerte sociale qui couvrira toute la durée du premier trimestre.

Nous participerons activement aux différents chantiers et suivrons leurs avancées avec les directrices et directeurs d'école jusqu'aux congés d'automne. Nous construirons avec les personnels la mobilisation s'il faut recourir à des actions pour que le gouvernement consente à donner les moyens à la hauteur de besoins.

Depuis le début de la crise sanitaire, les directrices et directeurs d'école ont à nouveau largement démontré ce rôle essentiel qu'ils jouent pour que le service public d'éducation fonctionne mais ils ne peuvent plus le faire au détriment de leur santé mentale et physique. Mais cet exemple se retrouve dans le second degré où les personnels de direction ont dû faire face à de l'inédit sans avoir plus de recul et tout en « jouant » avec des cadres sanitaires fluctuants.

Ainsi les laborieuses discussions des rémunérations conduites dans un épais brouillard depuis octobre 2019 ont été interrompues par la crise sanitaire. Les travaux qui avaient débuté l'an dernier avaient montré la faiblesse des rémunérations de la première moitié de carrière, les écarts importants avec les autres corps comparables de la fonction publique, entre les corps enseignants et entre les femmes et les hommes.

Le ministre a redit que les discussions allaient reprendre mais nous craignons que les seules mesures envisagées ne concernent que l'entrée dans le métier pour tenter de répondre au problème de l'attractivité. La revalorisation est toujours la première priorité pour la vie professionnelle. La seconde c'est la reconnaissance.

Pour L'UNSA, le pays peut toujours compter sur des personnels de l'Éducation Nationale mobilisés pour le progrès social et préoccupés par notre avenir commun. Les personnels savent bien, eux, ce que veut dire « Agir aujourd'hui, Penser l'avenir » comme nous le revendiquons très largement.

Pour l'avenir de notre pays, nos adhérents sont très inquiets des impacts sociaux et économiques de la crise sanitaire et leurs deux premières priorités sont la construction d'un modèle de développement plus durable et un Service Public consolidé.

